

Comores

En 2015, les Comores ont réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté le Programme pays pour le travail décent et la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable, dont l'objectif est d'améliorer l'environnement opérationnel en vue de parvenir à l'élimination du travail des enfants et de ses pires formes. De plus, il a financé et pris part à de nombreux programmes qui ont notamment pour objectif l'élimination ou la prévention du travail des enfants. Toutefois, aux Comores, des enfants sont impliqués dans le travail des enfants, notamment dans l'agriculture, et dans les pires formes de travail des enfants, y compris dans le travail domestique. L'écart entre l'âge minimum d'admission à l'emploi et l'âge de la fin de la scolarité obligatoire rend les mineurs de 13 à 15 ans vulnérables au travail des enfants. Les ressources limitées pour l'application systématique des lois sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à protéger les mineurs des pires formes de travail des enfants. En outre, les programmes sociaux de lutte contre le travail des enfants sont eux aussi insuffisants pour s'attaquer de façon adéquate à un problème d'une telle ampleur.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, aux Comores, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Ratifier le Protocole de Palerme sur la traite des personnes.	2014 – 2015
	Veiller à ce que les dispositions de la loi concernant les travaux légers spécifient le nombre d'heures par semaine pendant lesquelles des travaux légers peuvent être effectués, définissent les activités dans lesquelles des travaux légers peuvent être autorisés et précisent les conditions dans lesquelles peuvent être entrepris des travaux légers, conformément aux normes internationales sur le travail des enfants.	2012 – 2015
	Veiller à ce que les dispositions concernant l'âge minimum et les mesures de protection de la loi s'appliquent aux enfants faisant du travail non rémunéré ou sans contrat.	2015
	Relever l'âge de la fin de la scolarité obligatoire à 15 ans pour qu'il coïncide avec l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2015
Mise en application	Recueillir et rendre accessibles au public des informations sur le budget de l'inspection du travail.	2015
	Augmenter les ressources, la formation, les moyens de transport et le matériel disponibles, et le nombre d'enquêteurs judiciaires et d'inspecteurs du travail chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants pour fournir une couverture adéquate de toute la main-d'œuvre.	2009 – 2015
	Mener des inspections et des enquêtes pénales pour faire respecter les lois concernant le travail des enfants.	2009 – 2015
	Recueillir et rendre accessibles au public des informations sur le nombre d'enquêteurs judiciaires de la brigade des mœurs et des mineurs de la police nationale, les violations des lois et les sanctions imposées, ainsi que les enquêtes pénales, les poursuites et les condamnations ayant trait aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2015

	Établir des mécanismes de prise en charge entre les organes d'application du droit pénal et du droit du travail et les services de protection sociale.	2014 – 2015
Coordination	Veiller à ce que le comité national de lutte contre le travail des enfants, les comités régionaux de lutte contre le travail des enfants et le groupe de suivi des actions de lutte contre la traite des personnes s'acquittent avec diligence de leurs responsabilités concernant les pires formes de travail des enfants.	2014 – 2015
Programmes sociaux	Accroître l'accès des enfants à l'éducation en augmentant les infrastructures scolaires et le nombre des enseignants.	2014 – 2015
	Développer les programmes existants pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble, en particulier dans l'agriculture, le travail domestique et l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2015